

Résumés

Stefanie Börner, Dynamiques de solidarité. Pratiques de la solidarité dans les caisses d'assurance maladie publiques et des organisations qui les ont précédées.

L'article étudie la mutation des pratiques de solidarité au sein des caisses d'assurance maladie et des organisations qui les ont précédées. Cette mutation est décrite comme le passage d'une solidarité entre amis à une solidarité entre étrangers. Tandis que sur le plan des outils, les pratiques solidaires de redistribution sont restées au fond les mêmes, on observe, avec l'augmentation de la taille des organisations, un besoin accru de professionnalisation et, corrélativement, une mutation non seulement des pratiques solidaires, mais aussi de l'horizon de solidarité. L'étude contrastive de ces pratiques montre que les débats portant sur la répartition, qui se sont tout d'abord déroulés au sein des caisses, se sont progressivement déplacés sur la scène politique, tandis que les points de conflits sont passés de questions d'appartenance (dimension horizontale) à des questions de redistribution (dimension verticale). C'est ainsi que la solidarité menée aux fins de l'assurance sociale devient de plus en plus l'objet de l'action publique. Les pratiques de solidarité historiques se différencient en outre des pratiques modernes par l'accent plus fortement mis sur la communauté, cette dernière ayant été établie par un langage affectif, des symboliques et des rituels. Au niveau théorique, l'analyse repose sur une appréhension dynamique de la solidarité, telle qu'elle a été proposée par Émile Durkheim et développée ensuite entre autres par Hauke Brunkhorst. L'analyse a recours à des sources primaires, telles que les règlements internes des caisses, des publications internes et des comptes rendus des assemblées des membres des caisses d'assurance ainsi que des projets de lois et des débats parlementaires.

Sophia Dafinger, Assistance, bienfaisance, solidarité. L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) et le secours d'enfants fuyant le «Troisième Reich».

A partir de l'exemple de l'activité de l'organisation juive «Œuvre de secours aux enfants» (OSE) dans la France des années 1930 et 1940, l'article attire l'attention sur les interfaces entre assistance, bienfaisance et solidarité et plaide en faveur d'un débat autour du concept de solidarité qui prenne en compte d'une manière plus nuancée des paramètres relevant de l'histoire du genre. En partant d'une conception de la solidarité entendue comme pratique sociale, la notion de solidarité est affinée pour analyser des formes de lien social jusqu'alors négligées ou marginalisées. Cela permet de montrer que les pratiques caritatives de la solidarité ont en particulier offert aux femmes impliquées de nouvelles possibilités de participation à la vie politique. En effet, le quotidien partagé avec des enfants et des adolescents et le souhait de ne pas uniquement atténuer les souffrances sur le long terme, mais aussi de maintenir en place des alternatives aux ordres sociaux fascistes ont déclenché un processus de solidarisation, en partie conscient, en partie implicite, parmi celles qui, en tant que membres d'un réseau

transnational, ont investi, sans considération de l'origine, de la religion et du sexe, du temps et de l'énergie dans des pratiques de solidarité. L'article s'interroge sur les motivations et les formes concrètes de la solidarité, mais aussi sur ses écueils.

Marc Drobot, L'imprécision en tant que fonction. Remarques relevant de l'histoire conceptuelle portant sur la genèse et le présent du concept de solidarité.

L'intérêt actuel dont jouissent la solidarité et son concept ressemble au discours sur la solidarité qui a eu cours en France durant le XIXe siècle. Dans ce contexte également, la conjoncture du concept nouvellement inventé de « solidarité » coïncida directement avec les multiples expériences de crise, ces dernières ne pouvant presque plus être conceptualisées au moyen des anciens réseaux sémantiques marqués par le droit naturel, qui oscillaient entre dépendance et indépendance.

La plausibilité auto-évidentielle que la formule de contingence catalytique de « solidarité » mit à la disposition des divers discours sociétaux du XIXe siècle n'est cependant quasiment plus existante au XXIe siècle. Une différence fondamentale entre le XIXe siècle et le début du XXe siècle réside dans le fait que le concept de « solidarité » n'était au départ qu'une sémantique transitoire permettant de représenter des transformations sociales importantes et l'écart grandissant entre champ d'expérience et horizon d'attente. Dans le but d'appréhender l'histoire de la fonctionnalité du concept de solidarité par rapport à ses effets en tant que catalyseur au sein du système de connaissances du XIXe siècle, l'article distingue radicalement entre le concept et les phénomènes qu'il sert à désigner. L'objectif de cette approche fonctionnaliste et relevant de l'histoire des concepts consiste à mettre au jour, par le biais de la présentation des débuts de l'histoire du concept, l'auto-évidence de la sémantique dans différents domaines sociétaux, afin de faire apparaître des différences, mais aussi des similitudes avec l'utilisation actuelle du concept. L'article se termine par quelques remarques à propos du statut actuel du concept et sa pertinence différente dans les champs politique et scientifique.

Sebastian Garbe, Tisser la solidarité d'une nouvelle manière. Les défis décoloniaux du mouvement mapuche pour la solidarité internationale au XXIe siècle.

L'article suivant part du principe que les mouvements politiques et sociaux du XXIe siècle requièrent de nouvelles façons de concevoir la solidarité (internationale). Ces nouvelles conceptions prennent appui sur des expériences historiques d'un internationalisme émancipateur et considèrent également le défi posé par les relations différentielles au sein de ces solidarisations. A partir de ce diagnostic, l'article éclaire, à l'aide d'un cas concret, les possibilités et les limites de la solidarité internationale au début du XXIe siècle avec, en arrière-plan, la critique et la résistance décoloniales. La tentative de décolonisation des Mapuches constitue le cadre de référence empirique du présent article. Ma thèse principale est la suivante : dans le contexte de la solidarisation internationale avec les Mapuches sont tissées de nouvelles façons d'appréhender la solidarité et de nouvelles relations de solidarité parmi les personnes impliquées. La métaphore du tissage s'inspire des pratiques des Mapuches et met l'accent tant sur leur pouvoir d'action que sur leurs représentations cosmologiques et philosophiques

de la solidarité. A partir de cela, l'article débat d'une part de façon critique de la question des relations de différences racialisées, (post-)coloniales et genrées au sein des solidarités, et propose d'autre part des conceptualisations de la solidarité qui ne soient pas issues de généalogies eurocentrées, mais qui sont influencées par des cosmologies et épistémologies indigènes, dans ce cas, par celle des Mapuches.

Hermann-Josef Große Kracht, Le fait social, valeur fondamentale ou vertu ? A propos de l'histoire du concept de solidarité aux XIXe et XXe siècles.

La notion de solidarité fait partie des principaux concepts de la philosophie sociale de l'époque actuelle. Il englobe aujourd'hui de nombreuses strates de signification différentes, mais la plupart du temps, il fait office de concept de vertu morale ou de valeur politique fondamentale. Le fait que la solidarité ne soit à l'origine pas un concept politico-moral, mais avant tout un concept relevant des sciences sociales passe très souvent au second plan. Le discours portant sur la solidarité apparaît tardivement dans la modernité européenne. Il se développa au départ surtout en France au cours du XIXe siècle. L'article retrace quelques étapes importantes dans l'histoire conceptuelle et théorique de la solidarité. Ce faisant, il se consacre tout d'abord à la Révolution de février 1848 et à la sociologie de la solidarité chez Auguste Comte et Émile Durkheim. Une attention particulière est ensuite portée à la philosophie sociale du solidarisme français des Alfred Fouillée, Charles Gide et Léon Bourgeois. Enfin, nous abordons la réception du concept de solidarité dans le solidarisme catholique d'une part, et dans la social-démocratie allemande du XXe siècle, d'autre part. En conclusion, nous appelons à consacrer plus d'attention aux initiatives aujourd'hui largement oubliées du solidarisme français.

Yoshihiro Iida, Absence du fédéralisme au sein de l'État fédéral. L'organisation de la sécurité sociale dans l'Empire allemand durant les années 1880.

L'Empire allemand, fondé en 1871 en tant qu'État fédéral, introduisit dans les années 1880 l'assurance-maladie (1883), l'assurance-accident (1884), ainsi que l'assurance vieillesse et invalidité (1889). Les gouvernements des différents États de l'Empire s'étaient fortement intéressés aux questions organisationnelles lors de la conception du système d'assurance sociale car le chancelier de l'Empire, Otto von Bismarck, envisageait une organisation unifiée au niveau de l'Empire et la centralisation rigoureuse du système d'assurance. L'idée du chancelier, qui consistait en une revalorisation de l'Empire dans ce domaine politique, était susceptible de déplacer la relation fragile entre les États de l'Empire d'une part et l'État fédéral dans son ensemble de l'autre, au profit de ce dernier. Pour les États, il s'agissait de conserver le fédéralisme dans les nouvelles institutions. Cependant, l'assurance sociale au sein de l'Empire n'était aucunement organisée au niveau de chacun des États ou au niveau « fédéral ». En pratique, elle était marquée par des liens locaux ou régionaux, ainsi que par des formes d'organisation non territoriales, professionnelles et corporatives. Le présent article pose la question de savoir pourquoi l'organisation de l'assurance sociale dans les années 1880 n'a pas été constituée selon un principe d'organisation fédérale et de quelle manière et pourquoi un autre principe d'organisation fut à chaque fois adopté.

Comme l'édification des trois branches de l'assurance sociale et l'engagement de Bismarck en faveur des assurances respectives différaient, nous analysons cette question de manière séparée pour chacune des branches d'assurance.

Jan Neubauer, Une Volksgemeinschaft solidaire ? Collégialité, camaraderie et « communauté d'entreprise » dans le « Troisième Reich ».

L'article étudie d'une part la façon dont les nationaux-socialistes tentèrent de réinvestir le concept de « solidarité » afin de l'utiliser pour leurs propres fins. D'autre part, il pose la question de savoir comment une approche analytique par le biais de la solidarité en tant que forme particulière des relations sociales permet de mieux appréhender la pratique sociale et les dynamiques de la *Volksgemeinschaft* (« communauté raciale du peuple »). L'article se penche ici sur la « communauté d'entreprise » en tant que sous-forme de la *Volksgemeinschaft* et analyse la question de savoir comment la relation entre collégialité, camaraderie et solidarité permet d'éclairer les zones d'ombre de la société nazie, zones qui ne se laissent pas réduire à une simple dichotomie entre inclusion et exclusion, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer l'étonnante stabilité et le pouvoir de destruction de la dictature nazie jusqu'à ses derniers jours. Dans cette perspective, il faut s'interroger précisément sur les possibilités d'un comportement solidaire conforme au système. Le texte se réfère ici de manière explicite aux débats actuels en sciences sociales qui portent sur la « solidarité exclusive » dans la « Nouvelle Droite ». Dans quelle mesure la « solidarité » sert-elle de clé d'analyse pour mieux comprendre un pouvoir d'extrême-droite *völkisch* ?

Dominik Rigoll, La politique de solidarité communiste dans la France démocratique, nationaliste et coloniale (1920–2010).

Pierre Kaldor (1912–2010), membre du PCF, sert dans cet article de sonde pour analyser les conditions, formes et effets de la politique de solidarité communiste en France dans toute sa diversité – et ce à travers de nombreuses décennies, de nombreux lieux et clivages de systèmes politiques. Dans un premier temps, nous procédons de manière classique en reconstruisant la biographie de Kaldor et en montrant pourquoi il s'est engagé dans la politique de solidarité et combien cette activité marqua son identité communiste. Dans un deuxième temps, l'article étudie, en se plaçant dans la perspective de Kaldor, les mutations des pratiques et des idéologies du solidarisme communiste. Dans un troisième temps, il se penche sur les traces laissées par le solidarisme dans la France démocratique, nationaliste et coloniale. L'objectif de cette contribution est d'explorer une histoire transnationale du solidarisme communiste et de donner l'impulsion à d'autres recherches. L'intérêt des résultats ne se limite pas uniquement aux recherches sur le communisme et le socialisme. Ils sont également pertinents pour l'histoire de la démocratie car le solidarisme communiste s'est toujours conçu lui-même comme étant démocratique, il s'est toujours adapté aux conditions sociales dans lesquelles il était inséré au sein des démocraties de type capitaliste et il les a influencées dans le même temps. L'évolution de la politique de solidarité communiste en France reflète par conséquent également la mutation de la relation entre démocratie et communisme dans ce pays. L'article s'inscrit enfin dans la lignée des nouvelles

recherches menées sur les droits de l'homme et l'humanitarisme car ces deux domaines étaient au départ liés dans le solidarisme, mais se séparèrent ensuite.

Dominik Rigoll/Yves Müller, L'histoire contemporaine du nationalisme. Pour une historiographie du national-socialisme et du radicalisme de droite en tant que nationalismes politiques.

Le nationalisme politique au XXe siècle, qui se développa comme quatrième courant politique majeur aux côtés du libéralisme politique, du socialisme et du conservatisme, n'a été que peu étudié en tant que tel car l'on parlait jusqu'à récemment de l'idée que le nationalisme n'avait plus aucun succès en tant que force politique dans l'Allemagne (divisée) et dans ce qu'on appelle les pays de l'Ouest depuis 1945. Notre contribution retrace la manière dont ce nationalisme politique évolua en Allemagne entre la défaite de Stalingrad en 1943 et le début de la dénazification autour de 1948 et pourquoi cela vaut la peine de ne plus l'historiciser soit en tant que « national-socialisme », soit en tant que « radicalisme de droite », mais de l'appréhender dans le cadre d'une histoire intégrée. La période se prête à l'analyse car des jalons y ont été posés, et ce par les membres de la droite tout comme par leurs adversaires, jalons qui influencent en partie le nationalisme politique jusqu'à aujourd'hui. L'article entreprend une relecture des textes-clés de l'histoire du nationalisme ainsi que d'une sélection d'études contemporaines parues à propos du nationalisme politique contemporain, mais qui n'analysent pas leur objet en tant que tel, mais le décrivent comme un épilogue du nazisme. Une attention particulière a également été portée aux travaux qui analysent la façon dont ont été traités les membres de la droite dans les deux Allemagnes au niveau politique ou social.

Christopher Seiberlich, « Équilibre à la maison et à l'extérieur ». La rhétorique de la solidarité et la nouvelle conception de la politique étrangère en Allemagne de l'Ouest et en Suède durant les années 1970.

Depuis les années 1960, Les gouvernements de gauche ont transposé la solidarité dans les argumentations en matière de politique d'étrangère et ont ainsi modifié la présence et la teneur de la « solidarité » en tant que formule de justification de la politique étrangère. Cet article historicise le concept de solidarité dans la politique étrangère menée par des gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates et analysent leurs nouvelles conceptions en matière de politique étrangère. La focalisation sur la « solidarité » fait apparaître trois déplacements d'importance dans la politique étrangère menée par des gouvernements de gauche. Tout d'abord, cela permet de mettre au jour les concepts élaborés pour une coexistence internationale dans un monde compris comme étant interdépendant et pris dans un processus de mutation fondamentale. Deuxièmement, on peut ainsi comprendre comment les gouvernements conçurent leur rôle dans la communauté internationale en développant des concepts de paix et de stabilité, complétés ensuite par des dimensions sociales et économiques. Troisièmement, cela permet de montrer comment des représentations social-démocrates traditionnelles furent transférées dans le monde postcolonial et comment des arguments fondés moralement furent intégrés à la politique étrangère. Cela vaut par exemple pour la

mise en parallèle de la social-démocratie ou du mouvement ouvrier avec les mouvements d'émancipation dans les pays en développement.

Paul Sprute, Postérité de la solidarité. Idées et pratiques du « Solidaritätsdienst International » (SODI) dans l'Allemagne réunifiée.

L'article traite de l'histoire du « Service allemand de solidarité internationale » (SODI), organisation qui succéda au Comité de solidarité de RDA, et ce depuis la fondation de l'organisation en 1990 jusqu'au milieu des années 2000. D'une part, il se penche sur les pratiques concrètes de solidarité dans le nouveau contexte de la coopération pour le développement dans l'Allemagne réunifiée. D'autre part, il débat des idées que celles et ceux qui soutenaient le Service de solidarité internationale associaient à la poursuite de la solidarité. L'article reconstitue tout d'abord le contexte de l'organisation dans le cadre de la solidarité en RDA et durant l'année qui a suivi la chute du Mur. Ensuite, il se focalise sur la polémique portant sur les dons entre le Service de solidarité internationale et la *Treuhand* et la présente comme un tournant. En outre, l'article montre comment le Service de solidarité internationale a poursuivi ses activités dans l'aide humanitaire, mais en les déplaçant vers l'Europe de l'Est. Dans le même temps, il s'établit en tant qu'organisation pour le développement, comme le montre l'exemple de son engagement en Namibie. En outre, le Service de solidarité internationale renforça à nouveau son action politique à partir du milieu des années 1990, en témoignant une campagne contre les mines antipersonnelles ou le ralliement au mouvement de critique envers la mondialisation. L'article se termine avec une discussion portant sur la signification de la solidarité internationale, cette dernière pouvant agir politiquement et moralement à différents niveaux comme une réassurance, mais aussi un élément d'activation. Les partisans et partisanes pouvaient à travers la solidarité d'un côté se considérer comme des bienfaitrices et bienfaiteurs, mais aussi comme faisant partie d'une coalition mondiale de défavorisés.

Stefan Wannewetsch, Une solidarité non-solidaire ? Politique linguistique et organisationnelle au sein de la Confédération allemande des syndicats (DGB).

La « solidarité » était pour Eugen Loderer, ancien président du syndicat IG Metall, le « principal impératif du travail syndicaliste ». Dans des études portant sur l'histoire des syndicats, la solidarité apparaît cependant souvent comme un simple mot-clé, sans valeur ajoutée sur le plan de l'analyse. Cet écart conduit à deux questions : Comme le concept de solidarité peut-il être transformé pour devenir un concept analytique à la portée critique ? Et quel potentiel épistémologique réside dans ce concept ? La forte charge normative du concept entrave son emploi en tant que concept analytique. C'est pourquoi nous définissons dans ce qui suit la solidarité comme un catalyseur de convergence, le but de la convergence devant être justifié de manière normative. Cela limite la dimension normative à l'objet analysé. Si on l'applique à l'histoire de la Confédération allemande des syndicats, on peut comprendre comme un projet de solidarité son objectif de rassembler ouvriers et employés dans un statut uniforme de salariés. Dès le départ, la Confédération allemande des syndicats a cependant accordé davantage d'attention à la diminution des déficits de convergence des employés. Tan-

dis que l'on ne s'adressa plus aux ouvriers que comme à des salariés, les employés obtinrent un statut à part sur le plan de la politique linguistique et organisationnelle. Dans les années 1960, cela conduisit cependant à une solidarité non-solidaire : on refusa la diminution des déficits de convergence aux ouvriers pour faire disparaître ceux des employés. Durant les années 1970, la base imposa, contre la volonté des dirigeants, que les ouvriers soient assimilés aux employés au niveau organisationnel. A cette occasion se manifesta le rapport de tension entre les principes de solidarité et de démocratie. Au milieu des années 1980, le projet de solidarité syndical se fissa ostensiblement. Les employés furent affranchis du postulat de convergence tandis que les ouvriers furent tenus responsables du faible degré de syndicalisation des employés. Envisager la solidarité comme concept d'analyse critique ouvre plusieurs perspectives, comme le montre notre article : un tel concept montre qu'un comportement non-solidaire est une option légitime, il ouvre une perspective de distanciation à l'égard de la relation entre ouvriers, employés et dirigeants de syndicats, met au jour la structure de pouvoir inhérente aux projets de solidarité et sensibilise aux points de friction entre solidarité et démocratie.

Stefan Weispfennig, Consommation politique et solidarité. Contours et contextes d'un concept-clé à la fin du XXe siècle.

Politique et consommation sont déjà intimement liées dans les sciences sociales actuelles dans une perspective relevant des sciences de la consommation. L'article s'inscrit dans cette continuité historique en se penchant sur les groupes de la société civile qui influencèrent la conception de la solidarité en tant que concept-clé pour des questions portant sur la consommation au niveau de la politique de développement et de l'environnement. L'article défend la thèse suivante : en l'espace de quelques années autour de 1990, la dimension normative et éthique de la solidarité a été remplacée par une conception plus fortement sociologico-descriptive. Pour illustrer cela, ce sont surtout des groupes d'acteurs engagés dans la politique de développement et la façon dont ils esquissent les contours du concept de solidarité dans la consommation politique qui sont placés au premier plan. Ce processus était notamment fondé sur des mutations du contexte international au niveau de l'histoire politique et sociale, mutations que les groupes se sont largement appropriés. A la suite de ces mutations, la dimension normative et éthique de la solidarité est devenue un modèle de pensée aux contours riches, mais dont l'influence était la plupart du temps faible. C'est également en raison de tendances à l'économisation déjà présentes dans le commerce avec des labels sociaux et environnementaux que l'observation du marché du point de vue sociologico-descriptif a pris une importance accrue depuis le début des années 1990.